

EN GREVE JUSQU' A LA RETRAITE

Feuille d'agitation.

- Numéro 4, Avril 2023 -

EN GRÈVE JUSQU'À LA RETRAITE est à la fois une feuille d'agitation et un espace d'organisation collectif autonome entre anti-autoritaires et anticapitalistes.

C'est une feuille d'agitation et un espace pour approfondir notre critique du travail salarié, dépasser la question de la réforme des retraites en cours et attaquer l'ensemble des tissus de relations et des dispositifs matériels et idéels par lesquels l'Etat, le capital, mais également le patriarcat et d'autres formes de dominations et d'exploitation maintiennent leur emprise.

Les attaquer par la plume, mais les attaquer également par l'action et le geste, à travers cet espace, mais également par l'action de groupes affinitaires et en soutenant, nous mêlant ou nous associant à des assemblées auto-organisées.

Pour nous rejoindre, nous rencontrer ou échanger :

engreve-caen@riseup.net

L'intersyndicale est notre amie, jamais elle ne trahit !

DEPUIS LE 19 JANVIER L'INTERSYNDICALE n'a eu de cesse d'éparpiller les journées de grève, vidant nos porte-monnaie bien davantage que ceux du capital. La stratégie de l'intersyndicale, dès le départ est de privilégier le mouvement de masse et la négociation au rapport de force. Au nom de l'unité syndicale avec une CFDT qui a accompagné toutes les principales « réformes » libérales des régimes de retraite, du code du travail ou de l'assurance chômage, il s'agit de multiplier les manifestations familiales « traines savates », et d'imposer la grève perlée.

Jamais les possibilités d'appeler à une grève reconductible et généralisée ne sont évoquées. Dans les manifestations, les services d'ordre sont même de nouveau de sortie, visant à pacifier l'espace et à isoler les cortèges les plus offensifs. Pour l'essentiel, il s'agit pour l'intersyndicale de mobiliser ce qu'elle conçoit être ses troupes tout en se montrant responsable aux yeux du gouvernement pour négocier la longueur de la corde pour nous pendre.

A partir du 7 mars, l'Intersyndicale appelle à bloquer le pays. Pourtant, elle ne lance toujours pas la reconductible. Des secteurs combattifs et stratégiques sont les seuls à prendre l'appel au sérieux. La reconductible est lancée dans les transports, les raffineries et dans quelques boîtes. Mais ces secteurs stratégiques ne sont pas véritablement soutenus. Ils font par ailleurs face à la répression et aux réquisitions.

Localement, les directions syndicales ont joué sensiblement le même jeu. Si des blocages comme celui du périphérique ont pu être effectifs et durer plus que quelques heures, c'est que des Gilets jaunes, des radicaux-ales et des syndiqué-e-s de base les ont fait réellement exister. Mais dès le 8 mars, le secrétaire général de l'union départementale de la CGT, Allan Bertue se dissocie de ceux et celles qui entendent poursuivre les blocages hors des temps décrétés par l'intersyndicale « *On a levé les barrières. Mais nous ne sommes pas à l'abri que d'autres groupes indépendants reprennent le blocage* ». Il s'agit de commencer à séparer le bon grain de l'ivraie. Les blocages des semaines suivantes seront sans cesse traversés de tensions entre bureaucrates syndicaux qui entendent encadrer l'action et révolté-e-s qui cherchent à bloquer l'économie.

Dans les manifestations, la stratégie est la même. Lorsque les CRS chargent une partie de la manifestation à la préfecture le 23 mars, les camions et les cortèges syndicaux, Sud compris, accélèrent le mouvement pour rejoindre la place Saint-Sauveur. Depuis ce moment, l'intersyndicale n'a eu de cesse de marquer sa distance avec tout antagonisme. Elle négocie les parcours avec la préfecture contre l'assurance que les cortège syndicaux ne seront pas chargés. Le service d'ordre animé par quelques grabataires de la CGT et de la CFDT maintient une distance avec la manif sauvage transformée en cortège de tête le 28 mars, facilitant l'éventuelle intervention des forces de



FRAGMENTS DU DÉSORDRE :

28 MARS, CAEN : Autour de 20000 personnes manifestent. Une manifestation sauvage s'engage rue de Bernières vers la préfecture puis se dirige vers l'espace Gardin. Elle finit dans un jeu du chat et de la souris avec les forces de l'ordre par rejoindre la manif en passant par le centre-ville. Un cortège de tête se reforme et des affrontements éclatent place Fontette où les forces de l'ordre tentent d'empêcher des cortèges de repartir. Les plus venger rejoignent la pref^e où les affrontements reprennent et durent plusieurs heures en centre-ville. Au moins une vingtaine de blessés dont 13 par flashballs, 8 au visage. 13 personnes sont interpellées. Des mineurs font l'objet de mesures « éducatives », tandis que 6 majeurs sont condamnés à du sursis et des interdictions de manifester.

30 MARS, BRON : Le centre des impôts est la cible d'un incendie. Un « on ira jusqu'à l'Elysée », accompagné d'un A cerclé accompagne le geste.

4 AVRIL, SAINT-NAZAIRE : Une armoire électrique jouxtant le site des dépôts pétroliers est incendiée. Cet incendie prive la zone industrielle d'électricité durant plusieurs heures.

6 AVRIL, ANVERS : Le blocage du site Total-Energies du port empêche plus de 200 camions destinés à ravitailler la France en carburant de partir.

6 AVRIL, CAEN : Environ 25000 personnes défilent. Un cortège autonome et offensif poursuit le saccage méthodique de banques, de compagnies d'assurance et d'agence immobilière depuis plusieurs

l'ordre. Le 6 avril le même SO se déploie rue de Bernières, à la gare et devant la préfecture pour dissuader tout départ en sauvagerie ou tout affrontement.

Ce qui pose problème en l'occurrence, ce n'est pas que chacun et chacune fasse le choix de l'affrontement ou de l'action directe, mais que des directions syndicales refusent de marquer leur solidarité avec des révolté-e-s, dont certain-e-s de leurs adhérent-e-s, en restant au contact.

Ceci est loin de nous surprendre. Les bureaucraties syndicales n'ont jamais été nos amies : leurs intérêts et leurs plans de carrière ne sont pas les nôtres. Historiquement, la CGT a joué cette même stratégie de pacification en 1936 lors des accords de Matignon et en 1968 lors des accords de Grenelle. Au-delà des impasses bureaucratiques qui traversent le syndicalisme, cette logique est inhérente à sa contradiction essentielle : en même temps qu'il cherche à organiser la résistance aux conditions d'exploitation immédiates, il ne vise pas à les abolir et encore moins à en finir avec ce vieux monde. C'est à la fois un *outil de résistance* et un *organe d'ajustement*.

Il faut nous défaire de l'idée qu'un mouvement est un ensemble unitaire. Il est traversé de tensions, de blocs de lutte antagoniques. Nous ne pouvons laisser l'inter-syndicale nous mener à une nouvelle défaite. L'auto-organisation à la base, la coordination dans des assemblées de lutte autonomes, l'action par groupes d'affinité dans et hors des manifs, la constitution de cortèges autonomes sont autant de modes de lutte que nous devons renforcer. Le pouvoir ne recule que devant la détermination •

Comprendre les échecs de nos révoltes Et renouveler nos pratiques révolutionnaires.

ÇA FAIT LONGTEMPS QU'ON BLOQUE ET QU'ON MANIFESTE, parfois de manière plus ou moins pertinente. On s'aperçoit que le pouvoir a bien appris comment détourner les blocages de flux routiers sans forcément recourir à la violence mais en détournant la circulation. On s'adapte plus ou moins bien en essayant de trouver les points de passage de ces détournements et de les bloquer. Le problème est que ça demande à diviser les personnes présentes sur les blocages alors que tout le monde est fatigué.e. D'autres formes de blocage, plus clandestins (non communiqués publiquement) et plus mobiles (optant pour la barricade enflammée qui permet de bloquer sans rester sur place), s'expérimentent mais sont rapidement décourageants par le manque de certitude en termes de forces qui s'y joignent.

Dans les manifestations, on s'aperçoit que la répression est très insidieuse, il s'agit de rendre la police presque invisible quand les manifestations sont pacifiées et de la déployer dans des formes plus ou moins militarisées (avec des interventions sans sommations et l'utilisation d'armes qui ont déjà tué) quand la résistance est de plus haute intensité. C'est un aperçu de la doctrine de la "sécurité globale" où la répression policière est totalement dirigée "par le haut" d'un point de vue stratégique, il s'agit de distribuer à l'échelle nationale les forces policières en fonction de l'intensité de la contestation et de recourir prioritairement aux techniques de surveillance et de fichage dont les fichiers sont numérisés électroniquement. Ainsi, on voit apparaître sur Caen une multitude de caméras, même mobiles, et de Renseignements Territoriaux et les syndicats semblent négocier bien trop souvent des rassemblements ou des fins de manifestations à la préfecture, où le champ des caméras peut surveiller quasiment tout le monde. On peut parfois même se demander si ce n'est pas une superbe opportunité pour déclencher des insurrections "panoptiques", et ainsi repérer les personnes les plus déterminées et expérimenter des techniques de répression que l'État et les entreprises françaises pourront vendre à d'autres pays. En tous cas, on compte nos blessé.e.s et nos traumatisé.e.s des violences policières et nos esprits n'envisagent des perspectives que par l'abolition de la police, comme si cela pouvait arriver sans que nous nous emparions de l'ensemble de la production de notre vie quotidienne. Et nous nous concentrons ensuite sur les affrontements avec la police sans ne plus rien voir ce qu'il faut détruire autour, répétant toujours obsessionnelle-

ment le moment traumatique que nous prenons plaisir à perdre.

L'une des limites de nos modes d'action, c'est qu'il y a une confusion entre blocages et sabotage de l'économie capitaliste telle qu'elle fait du profit et blocage et sabotage de l'économie capitaliste telle qu'on la traverse au quotidien. Très systématiquement, on bloque des routes périphériques, des ronds-points, des transports en commun, des institutions sociales, on casse des distributeurs de billets, des abribus, etc, des choses qui nous sont en général importantes au quotidien, justement parce qu'on part de notre expérience pour "bloquer le pays", faire des opérations "villes mortes". Il ne s'agit pas de dire que cela est inutile ou contre-productif. Néanmoins, après beaucoup d'énergies dépensées, ça ne semble rien donner et les gens se fatiguent déjà. Le mouvement des Gilets Jaunes n'a pas parvenu non plus à gagner de cette manière et le pouvoir a appris à les gérer plus ou moins. Si on se dit qu'on doit bloquer et saboter le système capitaliste (la production qui fait du profit et les gens qui, dans la division du travail, obligent les autres à travailler toujours plus), il faut cibler là où ces gens et ce système produisent. C'est en partie le cas via les périphériques, les rond-points et les transports en commun, mais peut être pas de manière décisive. Et si cela nous permet de cibler "tout le monde", dans les faits, pour aller travailler, les gens ont trouvé des solutions au bout d'une semaine, j'imagine donc que les classes supérieures et les bourgeois.e.s d'autant plus.

Pendant plusieurs manifestations que j'ai dû quitter ou auxquelles je n'ai pas pu aller, j'ai pu me rendre compte que tout se passait confortablement à la place St-Sauveur, avec ses bourgeois.e.s, en tous genres, qui consomment en terrasses et parlent tranquillement de leurs investissements immobiliers et de leurs derniers voyages alors qu'à quelques centaines de mètres les rues étaient remplies de gaz lacrymogène. Ça ne serait pourtant pas si compliqué d'y zbeuler et de faire fuir ces zombies en faisant des chants de sauvages autour d'un feu de chaises de bar, avant d'aller bloquer un aéroport sur un coup de tête. À partir de là, laissons notre imagination déborder, les grosses voitures existent, les grosses maisons aussi, des magasins de luxe également, il serait peut être temps de soulager les désirs de consommation que nous a inculqué ce monde capitaliste depuis petit.e.s en volant, cassant, brûlant, sabotant ces vieux jouets appartenant à un ancien monde. Vous avez peut être remarqué également que les chantiers à Caen se multiplient, ainsi que les résidences neuves avec leurs balcons aguicheurs. Ce n'est d'ailleurs pas étonnant dans une ville en voie bien avancée de désindustrialisation que l'accumulation capitaliste s'oriente sur la financiarisation du logement. Or, sur le long terme, l'espace s'embourgeoise, les loyers augmentent, les logements vides et les personnes à la rue se multiplient, et nous nous retrouvons forcés.e.s de partir. Alors que cette production a des incidences très concrètes, bien que peu palpables, sur notre quotidien, nous ne visons pas suffisamment les promoteurs immobiliers qui l'organisent et les chantiers qui le produisent en même temps que nous squattons pour redistribuer à toustes. Enfin, si l'économie française capitaliste est performante et nous réduit au néant, c'est en vendant des armes, de l'aéronautique, de l'innovation électronique, par l'extraction pétrolière ou la production nucléaire, en organisant des gigantesques événements touristiques et en contrôlant et en mettant en œuvre le contrôle des terres pour les géants de l'agro-alimentaire. Cette production a pourtant bien des usines et des bureaux que nous pouvons cibler. Concentrons-nous dessus, d'autant plus car cette économie performante fait son profit en incarcérant notre avenir. C'est cela, la guerre de classe permanente que nous infligent les classes bourgeoises et supérieures.

Et demandons nous également si la ville n'est pas, dans la conjoncture actuelle, le terreau de notre défaite, et s'il ne faudrait pas ramifier nos productions et nos énergies à la campagne. Pour enfin nous emparer des terres agricoles, et n'aller dans les villes bourgeoises plus que pour les brûler toutes entières et vivre l'anarchie •

Eat the rich or die tryin'



manifestations. A la préfecture, alors que les directions syndicales accélèrent le pas, des affrontements débutent. Ils durent une bonne heure. Un groupe de 15 à 20 BACeux en roue libre canarde et fonce dans le tas. Des caillassages leur répondent et les visent particulièrement. Plusieurs profitent des affrontements pour redécorer les murs de la ville et briser quelques vitrines. Des grenades sont balancées à hauteur de visage. Plusieurs blessés sont à déplorer ainsi qu'une dizaine d'interpellations dont quelques unes vont donner lieu à des condamnations à du sursis et des interdictions de manifester.

Une pensée
aux familles
des vitrines...

L'ENNEMI DU JOUR

L'industrie de l'armement et du maintien de l'ordre est un secteur stratégique, particulièrement en France, troisième pays exportateur d'armes dans le monde. Le maintien de l'ordre est lui aussi un business.

Voici quelques fabricants, pour exemple :

-ALSETEX, à Précigné dans la Sarthe. Déjà visée par des manifs pendant les Gilets jaunes, cette usine fabrique des grenades de toute sorte et des LBD. C'est une grenade de cette usine qui a tué Rémi Fraisse en 2014. On retrouve leurs munitions dans la répression du soulèvement au Liban en 2020.

-NOBEL SPORT, à Pont de Buis en Bretagne. Cette usine aussi a été visée par une manif contre les violences policières en 2015. Elle fabrique de la poudre, notamment pour les grenades.

-La SAPL, à Gauville dans l'Orne. Petite usine familiale qui produit 25000 munitions par an pour la police et la gendarmerie.

La peur de la populace.

*« Les meutes ne l'emportent pas sur les représentants du peuple et la foule n'a pas de légitimité face au peuple qui s'exprime souverain à travers ses élus »,
Macron, au sujet des gens en lutte contre la réforme des retraites.*

PAR SES PROPOS, LE PRÉSIDENT MACRON RENOUE clairement avec la vieille tradition de la « peur du peuple » de celles et ceux qu'on appelait au 19^{ème} siècle les « républicains modérés ». Royalistes fraîchement convertis à la république ou grands bourgeois hâtés de ne pas partager leur pouvoir nouvellement acquis, ces élites ont mis en place nos régimes républicains et démocratiques dont certains et certaines sont si fiers dans un seul but : *ne jamais laisser les individus ordinaires décider et agir librement*. Ils ne l'ont pas fait de gaieté de cœur, tant donner des apparences de pouvoir aux gens ordinaires leur semblait déjà trop, mais sous la contrainte d'individus séditieux librement associés (ne serait-ce qu'en France, les insurrections de 1789, 1792, 1830, 1848, 1871, etc., qui portaient bien d'autres espérances que le suffrage universel ou tout autre illusion démocratique). La base de nos régimes actuels est contre-insurrectionnelle.

Au fondement de cette théorie politique devenue le système représentatif, il y a une idéologie aristocratique : les individus ordinaires seraient incapables de savoir ce qui est bon pour elles et eux ; et ensemble, ils et elles formeraient une foule, une masse, une populace forcément irrationnelle et emportée par ses passions. La rationalité serait l'apanage des nobles, des fortunés et des conquérants.

C'est avec des références historiques précises que nos régimes républicains et démocratiques se sont développés. Les "républicains modérés" préféreraient le modèle aristocratique de Sparte, avec ses deux rois et ses 10.000 citoyens-soldats qui dominaient des dizaines de milliers d'ilotes asservis en charge de pourvoir à leurs besoins. Ils critiquaient la démocratie athénienne non pas pour ses défauts les plus saillants, mais parce qu'elle laissait trop de place aux citoyens, considérés alors comme étant le parangon de l'humain libre, quand en réalité en termes de composition (pas de femmes, d'enfants, d'étrangers...) et de proportions (quelques milliers d'hommes libres contre des centaines de milliers d'esclaves), ils n'étaient qu'une infime minorité.

L'abbé Sieyès, véritable guide de la contre-révolution après 1789, est celui qui a le plus théorisé les fondements du système représentatif. Il le résumait d'une phrase simple : « *la confiance doit venir d'en bas et le pouvoir d'en haut* ». Bref, ce qui est attendu des individus ordinaires, c'est seulement de faire confiance à nos dirigeants et dirigeantes : hier, à Bonaparte – que l'abbé Sieyès a contribué à mettre au pouvoir dans les conditions d'un putsch – et aujourd'hui, à Macron, qui ne peut s'empêcher de rappeler régulièrement tout le mépris qu'il a pour les gens qui ne courent ni après le pouvoir, ni après l'argent. Il a d'ailleurs annoncé la couleur le 22 mars en déclarant devant les caméras qu'il allait « *continuer à avancer, à marche forcée* ». Il va donc continuer de nous marcher sur la tête, avec ses nombreux et nombreuses complices, en visant explicitement pour commencer celles et ceux qui survivent grâce au RSA. Probablement tous ces gens de pouvoir espèrent-ils de beaux Jeux Olympiques à Paris en 2024 pour se refaire une santé et faire oublier leurs humiliations et leur tour de vis qui ferait pâlir d'envie les Thatcher et Reagan d'autrefois. Il nous reste encore la possibilité de les mettre à bas, non seulement Macron, mais toute cette clique qui se considère plus légitime que tous et toutes les autres. Car le problème n'est pas la personnalisation du pouvoir, mais bel et bien *le pouvoir*, y compris « populaire » ou « démocrate ».

Comme le rappelaient les anarchistes Bakounine et Louise Michel, tout pouvoir est maudit. C'est aussi ce qui fera dire à Kropotkine que « *nous n'avons pas deux poids et deux mesures pour les vertus des gouvernés et celles des gouvernants ; nous savons que nous-mêmes ne sommes pas sans défaut et que les meilleurs d'entre nous seraient vite corrompus par l'exercice du pouvoir. Nous prenons les hommes pour ce qu'ils sont – et c'est pour cela que nous haïssons le gouvernement de l'homme par l'homme* ».

La question n'est donc pas de savoir si tel ou tel dirigeant est corrompu, manipulateur, violent. Le pouvoir en lui-même pervertit. Le fait de se retrouver en position de pouvoir transforme l'individu et le place en situation où il ne peut qu'exercer une domination sur les autres. Voter pour untel ou unetelle n'est pas la question. Elire ses représentants et représentantes, ce n'est que choisir son maître. Or, ce qu'il faut rejeter, c'est le principe même de la délégation de son pouvoir d'agir et de décider. Nous sommes capables de bâtir, de soigner, de nourrir, de créer, d'aimer. Nous n'avons pas besoin de dirigeants ou de dirigeantes •

Vive l'anarchie !

JD